

RÈGLEMENT (UE) N° 1262/2012 DU CONSEIL**du 20 décembre 2012****établissant, pour 2013 et 2014, les possibilités de pêche ouvertes aux navires de l'Union européenne pour certains stocks de poissons d'eau profonde**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 43, paragraphe 3,

vu la proposition de la Commission européenne,

considérant ce qui suit:

- (1) L'article 43, paragraphe 3, du traité dispose que le Conseil, sur proposition de la Commission, doit adopter les mesures relatives à la fixation et à la répartition des possibilités de pêche.
- (2) Le règlement (CE) n° 2371/2002 du Conseil du 20 décembre 2002 relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique commune de la pêche⁽¹⁾ prévoit que les mesures régissant l'accès aux eaux et aux ressources ainsi que l'exercice durable des activités de pêche sont arrêtées compte tenu des avis scientifiques, techniques et économiques disponibles, et notamment des rapports établis par le comité scientifique, technique et économique de la pêche (CSTEP), ainsi qu'à la lumière de tout avis reçu de la part des conseils consultatifs régionaux.
- (3) Il incombe au Conseil d'adopter des mesures relatives à la fixation et à la répartition des possibilités de pêche par pêcherie ou groupe de pêcheries, y compris, le cas échéant, certaines conditions qui leur sont liées sur le plan fonctionnel. Il convient que les possibilités de pêche soient réparties entre les États membres de manière à assurer à chaque État membre une stabilité relative des activités de pêche pour chaque stock ou pêcherie et compte tenu des objectifs de la politique commune de la pêche définis par le règlement (CE) n° 2371/2002.
- (4) Il convient que les totaux admissibles des captures (TAC) soient établis sur la base d'avis scientifiques disponibles, compte tenu des aspects biologiques et socio-économiques, tout en veillant à ce que les différents secteurs halieutiques soient traités de manière équitable, ainsi qu'à la lumière des avis exprimés lors de la consultation des parties intéressées, en particulier lors des réunions avec le comité consultatif de la pêche et de l'aquaculture et les conseils consultatifs régionaux concernés.

(5) Il convient que les possibilités de pêche soient conformes aux accords et principes internationaux, tels que l'accord des Nations unies de 1995 sur la conservation et la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs⁽²⁾, et aux principes de gestion détaillés énoncés dans les directives internationales de 2008 sur la gestion de la pêche profonde en haute mer de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, selon lesquels, en particulier, le législateur devrait prendre d'autant plus de précautions que les données sont incertaines, peu fiables ou inadéquates. Le manque de données scientifiques adéquates ne saurait être invoqué pour ne pas prendre de mesures de conservation et de gestion ou pour en différer l'adoption.

(6) Les avis scientifiques les plus récents du Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM) et du CSTEP indiquent que la plupart des stocks d'eau profonde sont soumis à une exploitation qui n'est pas durable et qu'il convient, afin d'assurer leur durabilité, de réduire les possibilités de pêche pour ces stocks jusqu'à ce que leur taille présente une courbe positive. Le CIEM a en outre recommandé de n'autoriser, dans l'ensemble des zones, aucune pêche ciblée pour l'hoplostète orange et pour certains stocks de lingue bleue et de dorade rose.

(7) En ce qui concerne les requins des grands fonds, les principales espèces commerciales sont considérées comme épuisées, de sorte qu'il ne devrait pas y avoir de pêche ciblée de ces espèces.

(8) Les possibilités de pêche des espèces d'eau profonde, définies à l'article 2, point a), du règlement (CE) n° 2347/2002 du Conseil du 16 décembre 2002 établissant des conditions spécifiques d'accès aux pêcheries des stocks d'eau profonde et fixant les exigences y afférentes⁽³⁾, sont établies tous les deux ans. Néanmoins, une exception est prévue pour les stocks de grande argentine ainsi que pour la principale pêcherie de lingue bleue pour lesquels les possibilités de pêche dépendent du résultat des négociations annuelles avec la Norvège. Les possibilités de pêche pour ces stocks devraient être fixées dans un autre règlement annuel pertinent établissant les possibilités de pêche.

⁽¹⁾ JO L 358 du 31.12.2002, p. 59.

⁽²⁾ Accord aux fins de l'application des dispositions de la convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs (JO L 189 du 3.7.1998, p. 16).

⁽³⁾ JO L 351 du 28.12.2002, p. 6.

- (9) Par souci de simplification, les TAC pour la langue bleue décidés de façon autonome par l'Union devraient être régis par le même instrument juridique. Par conséquent, les TAC pour la langue bleue dans les eaux internationales des zones II, III et IV ainsi que les TAC pour la langue bleue dans les eaux internationales de la zone XII devraient être couverts par le règlement établissant les possibilités de pêche pour les navires de l'Union en ce qui concerne certains stocks ou groupes de stocks halieutiques faisant l'objet de négociations ou d'accords internationaux.
- (10) Conformément au règlement (CE) n° 847/96 du Conseil du 6 mai 1996 établissant des conditions additionnelles pour la gestion interannuelle des totaux admissibles des captures et quotas ⁽¹⁾, il y a lieu d'identifier les stocks qui font l'objet des différentes mesures visées dans ledit règlement. Les TAC de précaution devraient s'appliquer aux stocks pour lesquels il n'existe aucune évaluation scientifique spécifique quant aux possibilités de pêche pour l'année au cours de laquelle les totaux admissibles des captures doivent être fixés; dans tous les autres cas, ce sont les TAC analytiques qui devraient s'appliquer. Compte tenu de l'avis du CIEM et du CSTEP pour les stocks d'eau profonde, les stocks pour lesquels il n'y a pas d'évaluation scientifique des possibilités de pêche correspondantes devraient être soumis à des TAC de précaution dans le présent règlement.
- (11) Compte tenu des avis scientifiques, la répartition biologique de certains stocks de grenadier de roche ne correspond pas nécessairement aux zones de TAC prévues par le présent règlement. Afin de faciliter l'exploitation durable de ces stocks, il convient de permettre une flexibilité accrue entre les zones de TAC V b, VI et VII, d'une part, et les zones de TAC VIII, IX, X, XII et XIV, d'autre part.
- (12) Afin d'éviter l'interruption des activités de pêche et de garantir les moyens de subsistance des pêcheurs de l'Union, le présent règlement devrait s'appliquer à compter du 1^{er} janvier 2013. Pour des raisons d'urgence, il convient que le présent règlement entre en vigueur immédiatement après sa publication.
- a) «navire de l'Union européenne», tout navire de pêche battant pavillon d'un État membre et immatriculé dans l'Union européenne;
- b) «eaux UE», les eaux relevant de la souveraineté ou de la juridiction des États membres, à l'exception des eaux adjacentes aux territoires indiqués à l'annexe II du traité;
- c) «total admissible des captures (TAC)», la quantité annuelle qui peut être prélevée et débarquée pour chaque stock;
- d) «quota»: la proportion du TAC allouée à l'Union, à un État membre ou à un pays tiers;
- e) «eaux internationales», les eaux qui ne relèvent pas de la souveraineté ou de la juridiction d'un État.
2. Aux fins du présent règlement, on entend par:
- a) «zones CIEM» (Conseil international pour l'exploration de la mer), les zones géographiques définies à l'annexe III du règlement (CE) n° 218/2009 du Parlement européen et du Conseil ⁽²⁾;
- b) «zones Copace» (Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est), les zones géographiques indiquées à l'annexe II du règlement (CE) n° 216/2009 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾.

Article 3

TAC et répartition

Les TAC applicables aux espèces d'eau profonde capturées par les navires de l'Union européenne dans les eaux UE et dans certaines eaux non UE, leur répartition entre les États membres, ainsi que, le cas échéant, les conditions qui leur sont liées sur le plan fonctionnel, sont établis à l'annexe du présent règlement.

Article 4

Dispositions spéciales en matière de répartition des possibilités de pêche

1. La répartition des possibilités de pêche entre les États membres établie dans le présent règlement s'opère sans préjudice:

- a) des échanges réalisés conformément à l'article 20, paragraphe 5, du règlement (CE) n° 2371/2002;

⁽²⁾ Règlement (CE) n° 218/2009 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 relatif à la communication de statistiques sur les captures nominales des États membres se livrant à la pêche dans l'Atlantique du Nord-Est (JO L 87 du 31.3.2009, p. 70).

⁽³⁾ Règlement (CE) n° 216/2009 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 relatif à la communication de statistiques sur les captures nominales des États membres se livrant à la pêche dans certaines zones en dehors de l'Atlantique du Nord (JO L 87 du 31.3.2009, p. 1).

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Objet

Le présent règlement établit, pour 2013 et 2014, pour les stocks de poissons de certaines espèces d'eau profonde, les possibilités de pêche annuelles des navires de l'Union européenne dans les eaux UE et dans certaines eaux non UE soumises à des limitations de captures.

Article 2

Définitions

1. Aux fins du présent règlement, on entend par:

⁽¹⁾ JO L 115 du 9.5.1996, p. 3.

- b) des déductions et des réattributions effectuées en vertu de l'article 37 du règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil ⁽¹⁾ ou de l'article 10, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 1006/2008 du Conseil ⁽²⁾;
- c) des débarquements supplémentaires autorisés au titre de l'article 3 du règlement (CE) n° 847/96;
- d) des quantités retenues au titre de l'article 4 du règlement (CE) n° 847/96;
- e) des déductions opérées en application des articles 105 à 107 du règlement (CE) n° 1224/2009.

2. Sauf indication contraire à l'annexe du présent règlement, l'article 3 du règlement (CE) n° 847/96 s'applique aux stocks faisant l'objet d'un TAC de précaution alors que l'article 3, paragraphes 2 et 3, et l'article 4 dudit règlement s'appliquent aux stocks faisant l'objet d'un TAC analytique.

Article 5

Conditions de débarquement des captures et prises accessoires

Les poissons provenant de stocks pour lesquels des TAC sont établis ne sont détenus à bord ou débarqués que s'ils ont été pêchés par des navires de pêche battant pavillon d'un État membre disposant d'un quota et que celui-ci n'est pas épuisé.

Article 6

Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Il est applicable à partir du 1^{er} janvier 2013.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 20 décembre 2012.

Par le Conseil

Le président

S. ALETRARIS

⁽¹⁾ Règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil du 20 novembre 2009 instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche (JO L 343 du 22.12.2009, p. 1).

⁽²⁾ Règlement (CE) n° 1006/2008 du Conseil du 29 septembre 2008 concernant les autorisations pour les activités de pêche des navires de pêche communautaires en dehors des eaux communautaires et l'accès des navires de pays tiers aux eaux communautaires (JO L 286 du 29.10.2008, p. 33).

ANNEXE

Sauf indication contraire, les références aux zones de pêche sont des références aux zones CIEM.

PARTIE 1

Définition des espèces et des groupes d'espèces

1. Sur la liste figurant dans la partie 2 de la présente annexe, les stocks de poissons sont énumérés dans l'ordre alphabétique des noms latins des espèces. Les requins des grands fonds apparaissent toutefois au début de cette liste. Aux fins du présent règlement, le tableau ci-après met en correspondance les noms communs et les noms latins.

Nom commun	Code alpha-3	Nom scientifique
Sabre noir	BSF	<i>Aphanopus carbo</i>
Béryx n.c.a.	ALF	<i>Beryx</i> spp.
Grenadier de roche	RNG	<i>Coryphaenoides rupestris</i>
Hoplostète orange	ORY	<i>Hoplostethus atlanticus</i>
Dorade rose	SBR	<i>Pagellus bogaraveo</i>
Phycis de fond	GFB	<i>Phycis blennoides</i>

2. Aux fins du présent règlement, on entend par «requins des grands fonds» les requins énumérés sur la liste d'espèces suivante:

Nom commun	Code alpha-3	Nom scientifique
Holbiches	API	<i>Apristurus</i> spp.
Requin lézard	HXC	<i>Chlamydoselachus anguineus</i>
Squale-chagrin commun	GUP	<i>Centrophorus granulosus</i>
Squale chagrin de l'Atlantique	GUQ	<i>Centrophorus squamosus</i>
Pailona commun	CYO	<i>Centroscymnus coelolepis</i>
Pailona à long nez	CYP	<i>Centroscymnus crepidater</i>
Aiguillat noir	CFB	<i>Centroscyllium fabricii</i>
Squale savate	DCA	<i>Deania calcea</i>
Squale liche	SCK	<i>Dalatias licha</i>
Sagre rude	ETR	<i>Etmopterus princeps</i>
Sagre commun	ETX	<i>Etmopterus spinax</i>
Chien espagnol	SHO	<i>Galeus melastomus</i>
Chien islandais	GAM	<i>Galeus murinus</i>
Requin gris	SBL	<i>Hexanchus griseus</i>
Humantin	OXN	<i>Oxynotus paradoxus</i>
Squale-grogneur commun	SYR	<i>Scymnodon ringens</i>
Laimargue du Groenland	GSK	<i>Somniosus microcephalus</i>

PARTIE 2

Possibilités de pêche annuelles applicables aux navires de l'Union européenne opérant dans des zones soumises à des TAC, ventilées par espèce et par zone (tonnes de poids vif)

Espèce: Requins des grands fonds			Zone: Eaux UE et eaux internationales des zones V, VI, VII, VIII et IX (DWS/56789-)
Année	2013	2014	
Allemagne	0	0	
Estonie	0	0	
Irlande	0	0	
Espagne	0	0	
France	0	0	
Lituanie	0	0	
Pologne	0	0	
Portugal	0	0	
Royaume-Uni	0	0	
Union	0	0	
TAC	0	0	<div> TAC analytique L'article 3 du règlement (CE) n° 847/96 ne s'applique pas. L'article 4 du règlement (CE) n° 847/96 ne s'applique pas. </div>

Espèce: Requins des grands fonds			Zone: Eaux UE et eaux internationales de la zone X (DWS/10-)
Année	2013	2014	
Portugal	0	0	
Union	0	0	
TAC	0	0	<div> TAC analytique L'article 3 du règlement (CE) n° 847/96 ne s'applique pas. L'article 4 du règlement (CE) n° 847/96 ne s'applique pas. </div>

Espèce: Requins des grands fonds, <i>Deania hystricosa</i> et <i>Deania profundorum</i>			Zone: Eaux internationales de la zone XII (DWS/12INT-)
Année	2013	2014	
Royaume-Uni	0	0	
Royaume-Uni	0	0	
Royaume-Uni	0	0	
Royaume-Uni	0	0	
Union	0	0	
TAC	0	0	<div> TAC analytique L'article 3 du règlement (CE) n° 847/96 ne s'applique pas. L'article 4 du règlement (CE) n° 847/96 ne s'applique pas. </div>

Espèce:	Sabre noir <i>Aphanopus carbo</i>		Zone:	Eaux UE et eaux internationales des zones I, II, III et IV (BSF/1234-)	
Année	2013	2014			
Allemagne	3	3			
France	3	3			
Royaume-Uni	3	3			
Union	9	9			
TAC	9	9		TAC de précaution	

Espèce:	Sabre noir <i>Aphanopus carbo</i>		Zone:	Eaux UE et eaux internationales des zones V, VI, VII et XII (BSF/56712-)	
Année	2013	2014			
Allemagne	35	46			
Estonie	17	22			
Irlande	87	113			
Espagne	174	226			
France	2 440	3 172			
Lettonie	113	147			
Lituanie	1	1			
Pologne	1	1			
Royaume-Uni	174	226			
Autres ⁽¹⁾	9	12			
Union	3 051	3 966			
TAC	3 051	3 966		TAC analytique	

⁽¹⁾ Exclusivement pour les prises accessoires. Aucune pêche ciblée n'est autorisée dans le cadre de ce quota.

Espèce:	Sabre noir <i>Aphanopus carbo</i>		Zone:	Eaux UE et eaux internationales des zones VIII, IX et X (BSF/8910-)	
Année	2013	2014			
Portugal	12	12			
Portugal	29	29			
Portugal	3 659	3 659			
Union	3 700	3 700			
TAC	3 700	3 700		TAC analytique	

Espèce: Sabre noir <i>Aphanopus carbo</i>			Zone: Eaux UE et eaux internationales de la zone Copace 34.1.2 (BSF/C3412-)
Année	2013	2014	
Portugal	3 674	3 490	
Union	3 674	3 490	
TAC	3 674	3 490	TAC de précaution
Espèce: Béryx n.c.a. <i>Beryx spp.</i>			Zone: Eaux UE et eaux internationales des zones III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XII et XIV (ALF/3X14-)
Année	2013	2014	
Irlande	10	9	
Espagne	70	67	
France	19	18	
Portugal	203	193	
Royaume-Uni	10	9	
Union	312	296	
TAC	312	296	TAC analytique
Espèce: Grenadier de roche <i>Coryphaenoides rupestris</i>			Zone: Eaux UE et eaux internationales des zones I, II et IV (RNG/124-)
Année	2013	2014	
Danemark	1	1	
Royaume-Uni	1	1	
Royaume-Uni	10	10	
Royaume-Uni	1	1	
Union	13	13	
TAC	13	13	TAC de précaution
Espèce: Grenadier de roche <i>Coryphaenoides rupestris</i>			Zone: Eaux UE et eaux internationales de la zone III (RNG/03-) ⁽¹⁾
Année	2013	2014	
Danemark	643	515	
Allemagne	4	3	
Suède	33	26	
Union	680	544	
TAC	680	544	TAC de précaution

⁽¹⁾ Aucune pêche ciblée de grenadier de roche ne doit être menée dans la zone CIEM III a dans l'attente des consultations entre l'Union européenne et la Norvège.

Espèce: Grenadier de roche <i>Coryphaenoides rupestris</i>			Zone: Eaux UE et eaux internationales des zones V b, VI et VII (RNG/5B67-)
Année	2013 ⁽¹⁾	2014 ⁽¹⁾	
Royaume-Uni	8	8	
Estonie	63	63	
Royaume-Uni	279	279	
Royaume-Uni	70	70	
Royaume-Uni	3 539	3 539	
Lituanie	81	81	
Pologne	41	41	
Royaume-Uni	208	208	
Autres ⁽²⁾	8	8	
Union	4 297	4 297	
TAC	4 297	4 297	TAC analytique

⁽¹⁾ Un maximum de 10 % de chaque quota peut être pêché dans les eaux UE et les eaux internationales des zones VIII, IX, X, XII et XIV (RNG/*8X14-).

⁽²⁾ Exclusivement pour les prises accessoires. Aucune pêche ciblée n'est autorisée dans le cadre de ce quota.

Espèce: Grenadier de roche <i>Coryphaenoides rupestris</i>			Zone: Eaux UE et eaux internationales des zones VIII, IX, X, XII et XIV (RNG/8X14-)
Année	2013 ⁽¹⁾	2014 ⁽¹⁾	
Allemagne	23	21	
Irlande	5	4	
Espagne	2 573	2 317	
France	119	107	
Lettonie	41	37	
Lituanie	5	4	
Pologne	805	724	
Royaume-Uni	10	9	
Union	3 581	3 223	
TAC	3 581	3 223	TAC analytique

⁽¹⁾ Un maximum de 10 % de chaque quota peut être pêché dans les eaux UE et les eaux internationales des zones VIII, IX, X, XII et XIV (RNG/*8X14-).

Espèce: Hoplostète orange <i>Hoplostethus atlanticus</i>			Zone: Eaux UE et eaux internationales de la zone VI (ORY/06-)
Année	2013	2014	
Royaume-Uni	0	0	
Royaume-Uni	0	0	
Royaume-Uni	0	0	
Royaume-Uni	0	0	
Union	0	0	
TAC	0	0	<div> TAC analytique L'article 3 du règlement (CE) n° 847/96 ne s'applique pas. L'article 4 du règlement (CE) n° 847/96 ne s'applique pas. </div>
Espèce: Hoplostète orange <i>Hoplostethus atlanticus</i>			Zone: Eaux UE et eaux internationales de la zone VII (ORY/07-)
Année	2013	2014	
Irlande	0	0	
Espagne	0	0	
France	0	0	
Royaume-Uni	0	0	
Autres	0	0	
Union	0	0	
TAC	0	0	<div> TAC analytique L'article 3 du règlement (CE) n° 847/96 ne s'applique pas. L'article 4 du règlement (CE) n° 847/96 ne s'applique pas. </div>
Espèce: Hoplostète orange <i>Hoplostethus atlanticus</i>			Zone: Eaux UE et eaux internationales des zones I, II, III, IV, V, VIII, IX, X, XII et XIV (ORY/1CX14)
Année	2013	2014	
Royaume-Uni	0	0	
Royaume-Uni	0	0	
Royaume-Uni	0	0	
Royaume-Uni	0	0	
Royaume-Uni	0	0	
Union	0	0	
TAC	0	0	<div> TAC analytique L'article 3 du règlement (CE) n° 847/96 ne s'applique pas. L'article 4 du règlement (CE) n° 847/96 ne s'applique pas. </div>

Espèce: Dorade rose <i>Pagellus bogaraveo</i>			Zone: Eaux UE et eaux internationales des zones VI, VII et VIII (SBR/678-)
Année	2013	2014	
Irlande	6	5	
Espagne	156	143	
France	8	7	
Royaume-Uni	20	18	
Autres ⁽¹⁾	6	5	
Union	196	178	
TAC	196	178	TAC analytique

⁽¹⁾ Exclusivement pour les prises accessoires. Aucune pêche ciblée n'est autorisée dans le cadre de ce quota.

Espèce: Dorade rose <i>Pagellus bogaraveo</i>			Zone: Eaux UE et eaux internationales de la zone IX (SBR/09-)
Année	2013 ⁽¹⁾	2014 ⁽¹⁾	
Portugal	614	614	
Portugal	166	166	
Union	780	780	
TAC	780	780	TAC analytique

⁽¹⁾ Un maximum de 8 % de chaque quota peut être pêché dans les eaux UE et les eaux internationales des zones VI, VII et VIII (SBR/*678-).

Espèce: Dorade rose <i>Pagellus bogaraveo</i>			Zone: Eaux UE et eaux internationales de la zone X (SBR/10-)
Année	2013	2014	
Espagne	9	8	
Portugal	1 004	904	
Royaume-Uni	9	8	
Union	1 022	920	
TAC	1 022	920	TAC analytique

Espèce: Phycis de fond <i>Phycis blennoides</i>			Zone: Eaux UE et eaux internationales des zones I, II, III et IV (GFB/1234-)
Année	2013	2014	
Royaume-Uni	9	9	
Royaume-Uni	9	9	
Royaume-Uni	13	13	
Union	31	31	
TAC	31	31	TAC analytique

Espèce: Phycis de fond <i>Phycis blennoides</i>			Zone: Eaux UE et eaux internationales des zones V, VI et VII (GFB/567-)
Année	2013 ⁽¹⁾	2014 ⁽¹⁾	
Allemagne	10	10	
Irlande	260	260	
Espagne	588	588	
France	356	356	
Royaume-Uni	814	814	
Union	2 028	2 028	
TAC	2 028	2 028	TAC analytique

⁽¹⁾ Un maximum de 8 % de chaque quota peut être pêché dans les eaux UE et les eaux internationales des zones VIII et IX (GFB/*89-).

Espèce: Phycis de fond <i>Phycis blennoides</i>			Zone: Eaux UE et eaux internationales des zones VIII et IX (GFB/89-)
Année	2013 ⁽¹⁾	2014 ⁽¹⁾	
Portugal	242	242	
Portugal	15	15	
Portugal	10	10	
Union	267	267	
TAC	267	267	TAC analytique

⁽¹⁾ Un maximum de 8 % de chaque quota peut être pêché dans les eaux UE et les eaux internationales des zones V, VI, VII (GFB/*567-).

Espèce: Phycis de fond <i>Phycis blennoides</i>		Zone: Eaux UE et eaux internationales des zones X et XII (GFB/1012-)	
Année	2013	2014	
France	9	9	
Portugal	36	36	
Royaume-Uni	9	9	
Union	54	54	
TAC	54	54	TAC analytique